

Journée de débat du 16 septembre 2007 Ouvrir une nouvelle perspective à gauche

Contribution de Francis CHOUAT

3^{ème} atelier : Quelle gauche, quel Parti socialiste, quelle culture démocratique au 21^{ème} siècle ?

A cette étape de notre journée de travail, je limiterai mon propos, en quelques minutes, à l'explicitation du sens politique du texte "*Construire une nouvelle perspective à gauche*" que plusieurs d'entre nous ont rédigé et diffusé au début du mois de juillet et qui à votre disposition dans cette salle. Il est, certes, d'ores et déjà daté. D'autres réflexions ont été produites depuis et nul doute que d'autres encore suivront. Mais l'exigence qui a animé les signataires demeure. Elle est au cœur de notre journée. Elle est triple.

C'est d'abord une exigence de travail collectif. Nous faisons partie de ces incorrigibles socialistes - et nous faisons le pari qu'ils sont encore nombreux - qui pensent que le travail sur les idées et que l'élaboration collective d'un projet politique sont premiers et irréductibles, surtout lorsque le PS et la gauche connaissent des difficultés et traversent des épreuves. C'est la raison pour laquelle nous nous inscrivons pleinement dans le processus qui trouvera son terme au prochain congrès fixé après les élections de mars 2008, parce que c'est ce rythme démocratique qui permet, seul, de donner le temps et la profondeur nécessaires pour résoudre les problèmes. Notre rencontre d'aujourd'hui, son caractère très ouvert, témoigne que ce n'est qu'ensemble que nous pouvons avancer.

C'est ensuite une exigence de clarté. Nous nous méfions, c'est le moins que l'on puisse dire, des explications unilatérales à notre nouvelle défaite. Celle qui consiste à en faire porter la responsabilité à un "appareil" ossifié et "éléphantisé" qui aurait miné la "fraîcheur printanière" de la campagne électorale. Comme celle qui considère que c'est l'inadaptation, non seulement de notre projet, mais de notre identité même aux mutations de la société et du monde qui nous aurait empêchée de gagner. Notre conviction est que nous pouvons gagner cette campagne présidentielle - avec une campagne plus profonde, plus incisive, plus décomplexée vis-à-vis de notre culture et de nos conquêtes, plus nette vis-à-vis de la réalité de la politique de la droite durant le quinquennat Raffarin-Villepin-Sarkozy, et que cela n'est pas contradictoire avec le fait que nous n'avons pas produit ces dernières années le travail idéologique nécessaire pour que le PS remette toute la gauche en mouvement , comme elle a su le faire au cours de sa

longue histoire, en proposant des réponses aux attentes populaires qui disputent à la droite une autre vision du progrès humain et social.

Exigence de travail collectif, exigence de clarté, exigence, aussi, d'efficacité.

Rénovation, refondation (nous avons aussi employé cette expression dans le texte), changement... Nos variations sémantiques montrent que nous avons une difficulté à nommer le travail que nous engageons. Je pense qu'il nous faut sortir dès maintenant d'une ambiguïté. Pour notre part, ce qui est devant nous s'exprime en deux mots : construire et choisir.

- Construire une alternative à la droite et une alternative durable.
- Choisir, c'est-à-dire trancher sur une orientation et une stratégie politiques. Et dans une grande formation politique comme la nôtre cela passe par un vrai congrès qui permette aux socialistes de se prononcer. Pour choisir une orientation et une direction forte qui mette le Parti socialiste en ordre de marche, pour exercer nos responsabilités face à l'avenir.

C'est maintenant que nous avons besoin de construire une opposition efficace qui, chaque fois que c'est indispensable - et les sujets ne manquent pas ! - s'efforce de montrer la supériorité de la gauche pour résoudre les problèmes.

C'est maintenant que nous devons enclencher une dynamique nouvelle, à gauche, pour les échéances de mars 2008 où seront mises à l'épreuve nos capacités de gestionnaires innovants des collectivités territoriales.

C'est donc maintenant que nous devons résoudre nos problèmes d'orientation. Nous avons trop souffert et trop cher payé, dans un passé très récent, d'avoir fait passer les idées derrière des enjeux de leadership présidentiel pour repousser, à nouveau, à 2010 ou 2011, l'heure des choix politiques et idéologiques.

* *
*

Le travail d'inventaire n'est pas une notion étrangère à certains d'entre nous... Il est plus que jamais d'actualité et il demande du courage et de la lucidité. Mais entre un inventaire avant liquidation judiciaire et un inventaire avant la présentation d'une nouvelle marque, il y a un véritable abîme ! Plus sérieusement, le défi devant lequel nous sommes placés exige tout autre chose que l'effacement de notre identité et l'adaptation résignée aux apparences et à l'air du temps.

Dans le long *Manifeste pour une gauche moderne*, au demeurant fort intéressant, que le journal Le Monde a publié le 14 décembre, ses auteurs invitent à "réfuser le conservatisme de la gauche traditionnelle qui réglementait, nationalisait, taxait et dépensait et qui trahit finalement les intérêts des travailleurs". La gauche disent-ils "doit dire clairement que l'économie de marché est une bonne chose".

J'ai beaucoup de respect pour les auteurs de ce manifeste, mais je crains qu'en fait de modernité leur propos date un peu... L'heure est-elle vraiment à ré exhumer des débats multi décennaux entre les gauches qui ont déjà été tranchés par notre propre pratique de l'exercice du pouvoir ? La question n'est pas de savoir si nous voulons revenir au programme commun de 1972, mais le fait que nous n'avons pas pris toute la mesure des bouleversements qui ont affecté le Monde, l'Europe et la France ces 20 dernières années. Mais qui l'a vraiment fait d'ailleurs ? Plus exactement, nous l'avons fait plus à reculons, avec un esprit défensif, que portés à imaginer les opportunités à saisir dans cette nouvelle donne à l'échelle de la planète. Et, nous l'avons vu ce matin, comme l'accélération de la mondialisation ne met plus seulement les économies en compétition mais les systèmes sociaux existants au point de bouleverser profondément la vie des individus eux-mêmes et l'homogénéité du salariat désormais incapable de construire une identité collective et professionnelle, nous avons, c'est vrai, du mal à "penser en avant".

Ce travail est devant nous. En ce sens les signataires du *Manifeste pour une gauche moderne* ont raison de souligner que l'idéal de justice sociale ne signifie nullement qu'il faille refuser le réel et camper sur des postures ou sur le mythe du retour aux 30 glorieuses. Nous ne croyons pas, pour autant, à l'idée paresseuse d'un mouvement irrépressible de droitisation de la société, devant lequel nous n'aurions plus qu'à rendre les armes. Et si Nicolas Sarkozy a su "réarmer" et unifier la droite, la faire gagner en empruntant largement au modèle anglo américain qui oppose l'épanouissement individuel à la construction de nouvelles solidarités, dans un mélange de libéralisme à tout crin, d'interventionnisme désordonné et de clientélisme électoral, rien n'indique, au contraire, que le 6 mai 2007 serait une nouvelle "fin de l'histoire".

L'aspiration à plus de reconnaissance et de promotion individuelle mais aussi à plus de sécurité, de protection nationale et européenne n'est pas d'essence conservatrice et antinomique avec les valeurs du socialisme. Et les grands défis d'aujourd'hui, tels le changement climatique, l'organisation des villes, le vieillissement de la population, l'éradication de la pauvreté, l'accès à la santé et à l'éducation à l'échelle de la planète ou la sécurité internationale appellent plus de régulations publiques que de libéralisme déchaîné.

Oui, nous voulons être pleinement partie prenante de la modernité de la gauche parce que nous ne voulons pas d'une modernité soluble dans le sarkozysme.

* *
*

Quelques derniers mots sur le devenir politique de la gauche et sur la responsabilité du Parti socialiste.

L'élection présidentielle qui vient de se dérouler sonne-t-elle le glas du cycle de 36 ans ouvert par le congrès fondateur d'Épinay de juin 1971 qui a permis d'unir les socialistes, de les ancrer à gauche, de permettre l'alternative à la droite et de marquer profondément la société de leur empreinte pour la justice sociale, pour l'égalité, pour la démocratie, pour la modernisation de la France et pour la construction européenne ?

Il ne fait aucun doute que nous sommes à un tournant de même ampleur qu'il y a 36 ans. Encore faut-il en indiquer le sens.

Celui que nous proposons dans notre texte est de permettre au Parti socialiste de remettre l'ensemble de la gauche et des forces de progrès en mouvement, non de refermer la page au prétexte, nullement inscrit dans la réalité, que nos échecs électoraux marqueraient l'épuisement irrémédiable de nos valeurs. A chaque fois que nous avons pris nos distances avec notre identité, nous nous sommes affaiblis. Cela vient encore de se passer à l'élection présidentielle. Le refus de prendre appui sur le bilan du gouvernement de Lionel Jospin pour puiser dans nos réussites et pour tirer les leçons de nos échecs nous a empêché de montrer avec beaucoup de force que l'on pouvait faire autrement que sous le précédent quinquennat et a permis à Sarkozy de s'affranchir de son propre bilan.

Ce qui doit être visé, face à la synthèse des droites réalisée par Nicolas Sarkozy, c'est une synthèse des forces de gauche et des progressistes et une crédibilisation de l'offre politique présentée par les socialistes qui porte l'assise du PS au-delà de 30% de l'électorat.

Dans l'état de faiblesse et de division où se trouve la gauche, on connaît les nombreux obstacles à surmonter. Ils ne nous rebutent pas et ils ne nous conduisent pas à prôner un renversement radical d'alliance qui suppose un changement de nature du Parti socialiste. Cela ne signifie pas que nous devons être sourds et aveugles vis-à-vis des millions de gens qui ont préféré le centre à la gauche le 22 avril 2007 mais les convaincre de l'utilité du PS. Cela doit-il passer par l'emprunt à des modèles de grande coalition

difficiles à importer en France pour des raisons historiques et institutionnelles ? (cf le rapprochement de Bayrou et du Nouveau centre).

Ne sous-estimons-nous pas en même temps l'immensité des forces qui cherchent depuis longtemps des alternatives au libéralisme et qui, faute d'un cadre et d'une perspective politique claire, sont éparpillées ou cantonnées dans des mouvements qui font de la défiance dans la politique leur identité ?

Nous ne sommes pas tout à fait pour rien dans cette situation. Autant dans les années 70 / 80 les socialistes ont su attirer des forces sociales, intellectuelles, des jeunes qui voulaient réfléchir et travailler, autant nous apparaissions aujourd'hui relativement puissants électoralement mais largement coupés du mouvement de la société pour en saisir les transformations.

Nous devons veiller à ce que la préparation de nos échéances internes ne nous reconquille pas à nouveau sur nous-mêmes, mais se nourrisse aussi d'un processus de dialogue avec les forces politiques, sociales, civiques françaises et européennes qui souhaitent participer à un nouveau cadre de travail politique. A cet égard, la préparation des élections de mars 2008 en fournit l'occasion.

* *
*
*
*